



Johannes Erhart, 14.04.2016

Révision partielle de l'ordonnance du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des chemins de fer (ordonnance sur les chemins de fer, OCF)

Audition

Résumé des résultats

Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001



Table des matières

1. Objet et date de l'audition	3
2. Vue d'ensemble des instances consultées	4
3. Vue d'ensemble des résultats de l'audition	5
4. Autres remarques sur l'ensemble de la révision	5
5. Annexe - Liste des destinataires de l'audition	6
a. Cantons	6
b. Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale	7
c. Associations faitières nationales des communes, des villes et des régions de montagne	8
d. Associations faitières nationales de l'économie	8
e. Organisations	9



1. Objet et date de l'audition

L'ordonnance du 23 novembre 1983 sur la construction et l'exploitation des chemins de fer (ordonnance sur les chemins de fer, OCF) a fait l'objet de cette révision partielle afin d'être adaptée conformément aux prescriptions décidées dans le cadre de la réforme des chemins de fer 2.2.

À cette fin, le chapitre Véhicules a été restructuré. On distingue désormais entre véhicules interopérables et non interopérables. Les véhicules interopérables sont construits, contrôlés et homologués selon les Spécifications techniques pour l'interopérabilité (STI) et les règles techniques nationales notifiées (RTNN). Les véhicules non interopérables sont construits, contrôlés et homologués selon les prescriptions de l'OCF et les dispositions d'exécution de celle-ci (DE-OCF). Les objectifs généraux de protection des caractéristiques des véhicules sont définis au niveau de l'ordonnance, les prescriptions techniques sont énumérées systématiquement dans les DE-OCF.

Dans le domaine non interopérable, la révision partielle ne porte que sur de petites corrections matérielles. La nouvelle structure de ce chapitre permet des adaptations futures des DE-OCF sans qu'il faille modifier l'OCF pour autant.

Par ailleurs, le domaine des ouvrages et installations a fait l'objet d'adaptations, notamment en ce qui concerne la sécurité des tunnels et les installations électriques. L'édition mise à jour des STI est désormais intégrée à l'annexe 7 de l'OCF.

La procédure d'audition relative à cet acte normatif s'est faite par voie électronique. L'audition a commencé le 9 juin 2015¹ et s'est terminée le 21 août 2015.

¹ Date du courrier aux partis politiques, aux associations faïtières des communes, villes et régions de montagne, aux associations faïtières de l'économie et aux milieux intéressés



2. Vue d'ensemble des instances consultées

Cent-vingt-neuf instances appartenant aux groupes ci-après ont été invitées à participer à l'audition de la révision de l'ordonnance sur les chemins de fer:

- a. cantons
- b. partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale
- c. associations faîtières nationales des communes, des villes et des régions de montagne
- d. associations faîtières nationales de l'économie
- e. organisations

La liste détaillée des blocs a. à e. figure au chapitre 5 - Liste des destinataires de l'audition.

Le taux de réponses a varié d'un bloc à l'autre.

Il en résulte le récapitulatif suivant du nombre de réactions :

Réactions à l'audition relative à l'ordonnance sur les chemins de fer (OCF)					
Bloc		Oui	Non	Somme	Taux de oui
a	Cantons	20	7	27	74%
b.	Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale	3	9	12	25%
c.	Associations faîtières nationales des communes, des villes et des régions de montagne	1	2	3	33%
d.	Associations faîtières nationales de l'économie	2	6	8	25%
e.	Organisations	11	68	79	14%
Résultat intermédiaire		37	92	129	29%
f	Participations spontanées	11	0	11	100%
Résultat global		48	92	140	34%

Environ les trois quarts des cantons et un quart des partis se sont prononcés par écrit sur la révision. Les organisations présentent le plus faible taux de réponse : ici, une sur sept seulement a répondu.

En plus des instances invitées, il y a eu onze participations spontanées. Il s'agissait surtout d'entreprises de transport ferroviaire historiques (ETF) qui ont répondu au sujet de l'obligation d'ECM (*Entity in Charge of Maintenance*) pour les wagons et sur l'art. 5j OCF.



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

3. Vue d'ensemble des résultats de l'audition

La consultation externe a suscité 47 réactions remises dans les délais².

La majorité des cantons et des partis a fait part de son accord d'une manière générale sans remettre de prise de position formelle. Certains compléments ont été vérifiés par les services spécialisés de l'OFT.

Les réactions des milieux intéressés (positions e. et f.) proviennent majoritairement d'entreprises de transport ferroviaire historiques, qui demandent une exemption de l'obligation de certifier les responsables de la maintenance des véhicules historiques conformément au règlement UE 445/2011, par introduction d'une règle d'exception à l'art. 58. Or l'article en question ne fait pas partie de la révision actuelle. L'OFT est déjà en tractations avec la branche afin d'élaborer des solutions adéquates et il approfondira la question lors d'un cycle de mise à jour ultérieur.

4. Autres remarques sur l'ensemble de la révision

L'audition relative à la révision partielle de l'ordonnance sur les chemins de fer (OCF) s'est déroulée parallèlement à la révision partielle de ses dispositions d'exécution (DE-OCF) ainsi qu'à la refonte de l'ordonnance du DETEC du 22 mai 2006 concernant les exigences techniques sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics (OETHand).

Les résultats de ces auditions sont publiés sur le site Internet de l'Office fédéral des transports (www.bav.admin.ch → Documentation → Consultations terminées).

² ainsi qu'une réaction nettement en retard. Le nombre total de réactions atteint donc 48.



5. Annexe - Liste des destinataires de l'audition

a. Cantons

1	Staatskanzlei des Kantons Zürich
2	Staatskanzlei des Kantons Bern
3	Staatskanzlei des Kantons Luzern
4	Standeskanzlei des Kantons Uri
5	Staatskanzlei des Kantons Schwyz
6	Staatskanzlei des Kantons Obwalden
7	Staatskanzlei des Kantons Nidwalden
8	Regierungskanzlei des Kantons Glarus
9	Staatskanzlei des Kantons Zug
10	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
11	Staatskanzlei des Kantons Solothurn
12	Staatskanzlei des Kantons Basel-Stadt
13	Landeskanzlei des Kantons Basel-Landschaft
14	Staatskanzlei des Kantons Schaffhausen
15	Kantonskanzlei des Kantons Appenzell Ausserrhoden
16	Ratskanzlei des Kantons Appenzell Innerrhoden
17	Staatskanzlei des Kantons St. Gallen
18	Standeskanzlei des Kantons Graubünden
19	Staatskanzlei des Kantons Aargau
20	Staatskanzlei des Kantons Thurgau
21	Cancelleria dello Stato del Cantone Ticino
22	Chancellerie d'Etat du Canton de Vaud
23	Chancellerie d'Etat du Canton du Valais
24	Chancellerie d'Etat du Canton de Neuchâtel
25	Chancellerie d'Etat du Canton de Genève
26	Chancellerie d'Etat du Canton du Jura
27	Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) / Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) / Conferenza dei Governi cantonali (CdC)



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

b. Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale

1	Bürgerlich-Demokratische Partei BDP Parti bourgeois-démocratique PBD Partito borghese democratico PBD
2	Christlichdemokratische Volkspartei CVP Parti démocrate-chrétien PDC Partito popolare democratico PPD
3	Christlich-soziale Partei Obwalden csp-ow
4	Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis
5	Evangelische Volkspartei der Schweiz EVP Parti évangélique suisse PEV Partito evangelico svizzero PEV
6	FDP. Die Liberalen PLR. Les Libéraux-Radicaux PLR.I Liberali Radicali
7	Grüne Partei der Schweiz GPS Parti écologiste suisse PES Partito ecologista svizzero PES
8	Grünliberale Partei glp Parti vert'libéral pvl
9	Lega dei Ticinesi (Lega)
10	Mouvement Citoyen Romand (MCR)
11	Schweizerische Volkspartei SVP Union Démocratique du Centre UDC Unione Democratica di Centro UDC
12	Sozialdemokratische Partei der Schweiz SPS Parti socialiste suisse PSS Partito socialista svizzero PSS



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

c. Associations faitières nationales des communes, des villes et des régions de montagne

1	Schweizerischer Gemeindeverband Association des communes suisses
2	Schweizerischer Städteverband Union des villes suisses
3	Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete

d. Associations faitières nationales de l'économie

1	economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen Fédération des entreprises suisses Federazione delle imprese svizzere Swiss business federation
2	Schweizerischer Gewerbeverband (SGV) Union suisse des arts et métiers (USAM) Unione svizzera delle arti e mestieri (USAM)
3	Schweizerischer Arbeitgeberverband Union patronale suisse Unione svizzera degli imprenditori
4	Schweiz. Bauernverband (SBV) Union suisse des paysans (USP) Unione svizzera dei contadini (USC)
5	Schweizerische Bankiervereinigung (SBV) Association suisse des banquiers (ASB) Associazione svizzera dei banchieri (ASB) Swiss Bankers Association
6	Schweiz. Gewerkschaftsbund (SGB) Union syndicale suisse (USS) Unione sindacale svizzera (USS)
7	Kaufmännischer Verband Schweiz KV Société suisse des employés de commerce sec Società svizzera degli impiegati di commercio
8	Travail.Suisse



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

e. Organisations

1	AAE Ahaus-Alstätter Eisenbahn Cargo AG
2	Aare Seeland mobil AG
3	Alstom AG
4	BLS AG
5	Bertschi AG
6	Bomdardier Transportation SA
7	Cideon Schweiz AG
8	Contagro GmbH
9	Chemins de fer du Jura
10	Die Zentralbahn zb
11	Eisenbahntechnik Prose AG
12	Eisenbahndienstleister GmbH
13	Eltrend GmbH
14	ENOTRAC AG
15	FLURY ARTHUR AG
16	Gerber Consulting
17	Gewerkschaft des Verkehrspersonals SEV Syndicat du personnel des transports
18	Gewerkschaft Unia Syndicat Unia
19	Holcim (Schweiz) AG
20	Hupac Intermodal AG
21	Integration Handicap
22	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr Nordwestschweiz
23	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr Ostschweiz
24	Informationsdienst für den öffentlichen Verkehr LITRA Service d'information pour les transports publics
25	Interessengemeinschaft öffentlicher Verkehr Schweiz IgöV Communauté d'intérêts pour les transports publics
26	Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs KöV Conférence des directeurs cantonaux des transports publics CTP
27	MATISA Matériel Industriel SA
28	Matterhorn Gotthard Bahn



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

29	Nordwestschweizerische Konferenz der Kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs c/o Landeskantlei Basel-Land
30	Post CH AG
31	Postlogistics AG
32	Pro Bahn Schweiz
33	OUESTRAIL
34	railCare AG
35	Chemin de fer rhétique RhB
36	Regionalverkehr Bern-Solothurn RBS
37	Schweizer Electronic
38	Schweizerischer Nutzfahrzeugverband ASTAG Association suisse des transports routiers
39	Schweizerische Bundesbahnen SBB AG Chemins de fer fédéraux SA
40	Schweizerische Vereinigung der Verkehrsingenieure und Verkehrsexperten SVI Association suisse des ingénieurs en transports
41	Schweizerische Rheinhäfen
42	Schweizerische Südostbahn SOB
43	Schweizerische Unfallversicherungsanstalt SUVA Société suisse d'assurance accidents
44	Schweizerischer Baumeisterverband Société Suisse des Entrepreneurs
45	Schweizerischer Verband des Personals öffentlicher Dienste, vpod Syndicat suisse des services publics SSP
46	Schweizerische Vereinigung für Qualitäts- und Management-Systeme SQS
47	Scheidt & Bachmann,
48	Secrétariat SEV Romand
49	Siemens Schweiz AG
50	sigdata
51	SIGNON
52	siop
53	Stadler Bussnang AG
54	Swisstrain SA
55	Syna Zentralsekretariat
56	systransis AG



Référence du dossier : BAV-511.3-00005/00010/00001

57	Telma AG
58	Thales Rail Signalling Solutions AG
59	Thurbo AG
60	Transalpin Eisenbahn AG
61	transfair
62	Transfracht GmbH
63	Transwaggon
64	Trasse Schweiz AG
65	Trenew Electronic AG
66	TX Logistik AG
67	Vanomag AG
68	Verkehrsbetriebe Zürich VBZ
69	Verband öffentlicher Verkehr VöV
70	Verband der verladenden Wirtschaft VAP Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés
71	Verband der schweizerischen Lokführer VSLF
72	Verband historischer Eisenbahnen Schweiz HECH Union des chemins de fer historiques de Suisse
73	Vereinigung Schweizerischer Bahntechnikunternehmen VSBTU
74	Verkehrs-Club der Schweiz VCS Association Transports et Environnement ATE
75	WAM partenaire
76	Wascosa SA
77	Winpro SA
78	Zintec Zuverlässigkeitstechnik
79	Zentralschweizer Konferenz des transports publics